

JÉRÔME FOURQUET MACRON A INCARNÉ LE « DEGAGISME SOFT »

Propos recueillis par Daoud Boughezala



Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion publique à l'Ifop. Dernier essai : *La Nouvelle Question corse* (L'Aube, 2017).

Le président élu a su faire fructifier l'aspiration au renouvellement et l'espoir d'un retour à une certaine unité nationale. Mais il aurait tort d'oublier les inquiétudes identitaires des Français.

Causeur. Depuis plusieurs années, vous observez la droitisation de la société française. Or les scores cumulés de Marine Le Pen, François Fillon et Nicolas Dupont-Aignan atteignent à peine 45 % au premier tour...

Jérôme Fourquet. Si par droitisation on désigne une demande d'autorité croissante, le phénomène d'opinion que j'ai décrit se poursuit. Plus de 60 % de Français pensent qu'il y a trop d'immigrés, 70 % se disent favorables à l'internement préventif des fichés S, et une majorité voudrait renforcer l'état d'urgence. Alors que les Américains hésitent sur la question des exécutions extrajudiciaires de leurs concitoyens djihadistes sur les terres de l'État islamique, 80 % des Français plébiscitent cette méthode expéditive. Malgré tout, la société française s'est montrée très résiliente après la salve d'attentats qu'elle a traversée en 2015-2016.

Qu'entendez-vous par là ?

Aucune ratonnade ne s'est produite en représailles, pas même à Nice ou Magnanville, deux territoires marqués par une très forte ségrégation ethnoculturelle avec un vote FN qui peut varier du simple au triple d'un quartier à l'autre, à quelques centaines de mètres d'écart. Le contrepoids de cette bonne tenue du corps social français peut s'exprimer ainsi : « *On ne se fait pas justice nous-mêmes, mais, comme le dit Max Weber, l'État a le monopole de la violence légitime, il faut donc que l'État soit intraitable et que sa main ne tremble pas.* » C'est sans doute le message qu'avait compris Hollande au lendemain du 13 novembre 2015, quand il a proposé

la déchéance de nationalité. Même Macron, très silencieux sur la question identitaire, a pris Le Drian dans ses bagages pour rassurer sur le plan sécuritaire.

Malgré cette forte demande d'autorité, Marine Le Pen a réalisé une performance en demi-teinte. Faut-il l'imputer à sa stratégie gauchisante ?

Marine Le Pen a pâti des affaires judiciaires qui ont freiné sa dynamique et l'ont placée sur la défensive, mais aussi de ses hésitations sur la ligne idéologique. Son tropisme personnel lui fait manifestement approuver la ligne Philippot à travers l'accent mis sur le social et l'euro. Or l'essentiel des marges de progression du FN se trouve sur la droite. Le climat général a aussi pesé dans la balance. Alors qu'au moment des régionales de 2015 la question du terrorisme était première, loin devant les préoccupations économiques et sociales, à la présidentielle le chômage a légèrement pris le pas sur l'enjeu sécuritaire. Cela a notamment profité à Jean-Luc Mélenchon. Autre élément indépendant de la volonté de Marine Le Pen, l'offre électorale qu'elle avait en face d'elle. En l'occurrence, François Fillon qui a donné toute une série de gages sur le terrorisme, l'islam et l'immigration, avec son insistance sur les chrétiens d'Orient, qui signifiait en sous-texte le refus de la dhimmitude dans notre propre pays.

Passons au tracé de la carte électorale. Pour être élu, notre nouveau président n'a pas séduit que des traders...

Quels que soient les couches sociales et les territoires, Emmanuel Macron a bénéficié d'un matelas minimum d'à peu près 15 % partout au premier tour, avec des pointes beaucoup plus élevées dans les segments acquis. Cela tient au fait que ce vote s'est appuyé sur des ressorts très présents et assez consensuels dans la société française. On a ainsi un candidat qui se positionne comme l'incarnation du renouvellement. Dans un esprit de « dédagisme soft », il s'agissait avant tout de virer toutes les vieilles badernes. Deuxième élément, les enquêtes d'opinion montrent depuis longtemps qu'il y a une très forte aspiration à ce que tous les humanistes de bonne volonté se donnent la main et forment une grande coalition à l'allemande pour sortir le pays de l'ornière. Grâce au ralliement de socialistes, de centristes, de libéraux, Macron a alors incarné ce que Bayrou n'avait pas réussi à faire par le passé. Troisième élément : il a été le seul candidat à brandir le drapeau européen. Ce n'est pas quelque chose qui est très à la mode aujourd'hui, mais il reste une frange conséquente de la population attachée à l'idéal européen.

Y compris au sein de la France périphérique, que Christophe Guilluy (cf. p. 58-61) estime très hostile à l'UE ?

Certainement. Même à Vierzon, certes dans des proportions moindres qu'à Paris, on rencontre des profs qui ont fait Erasmus et trouvent ça génial. Là où

je me distingue un peu de Christophe Guilluy, dont la grille d'analyse reste cependant pleinement opérante, c'est que les chiffres que je recueille ne s'inscrivent pas totalement dans une logique de système. Quand on regarde en détail les résultats électoraux, on a rarement du 90 %-10 % mais plutôt du 60 %-40 % ou 70 %-30 %. Même dans la France périphérique, il y a toujours un « résidu » au sens statistique du terme. 50 % des Français pensent que l'avenir du pays est sombre quand 50 % sont optimistes. Or on retrouve des optimistes partout même s'ils sont nettement moins nombreux dans la France périphérique qu'au cœur de Paris. Au sein de l'électorat de Marine Le Pen, la part des pessimistes monte à 70 %, l'exact inverse des macroniens, à 70 % optimistes. Les cartes des votes Macron et Le Pen au premier tour sont le négatif l'une de l'autre au sens photographique du terme, et cela s'est accentué au second tour. On retrouve là le théorème autrichien.

C'est-à-dire ?

La présidentielle autrichienne ressemblait furieusement à la nôtre, avec un candidat d'extrême droite (qui a obtenu au premier et au second tour un score beaucoup plus élevé que Marine Le Pen) face à un candidat hors parti – soutenu par les écologistes mais qui débarquait de nulle part –, et les deux grands partis de gouvernement éliminés. On a également observé un clivage sociologique très marqué. Les catégories populaires ont massivement soutenu l'extrême droite, les cadres et les bobos votant pour le candidat écolo, et ce phénomène s'est amplifié au second tour. Les deux électors éliminés (chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates) se sont fracturés sociologiquement et culturellement, si bien que les reports sur les deux finalistes se sont opérés sur cette ligne de partage des eaux. Chez nous, Marine Le Pen a rassemblé 40 % des ouvriers au premier tour et 60 % au second...

Les législatives arrivent. En marche ! et le président Macron auront-ils une majorité ?

À mon avis, il n'y aura pas de majorité claire. Emmanuel Macron n'a pas vraiment été élu sur son programme, et le front républicain a beaucoup joué dans sa large victoire. L'inconnue est d'autant plus grande que pour la première fois la loi sur le non-cumul va s'appliquer aux députés, libérant une grande partie des sièges du palais Bourbon. Dans ces conditions, combien y aura-t-il de triangulaires ? Cela pourrait donner un résultat très éclaté avec 150 à 200 députés En Marche !, flanqués de 20 bayrouistes, 20 vallsistes, 20 juppéistes entrant dans une majorité présidentielle face à une droite campant dans l'opposition, le FN à 20 ou 30 sièges, un PS très affaibli et La France insoumise en guerre contre le parti communiste. Bref, retour vers la IV^e République ! •



Jérôme Fourquet, *La Nouvelle Question corse*, L'Aube, 2017.